

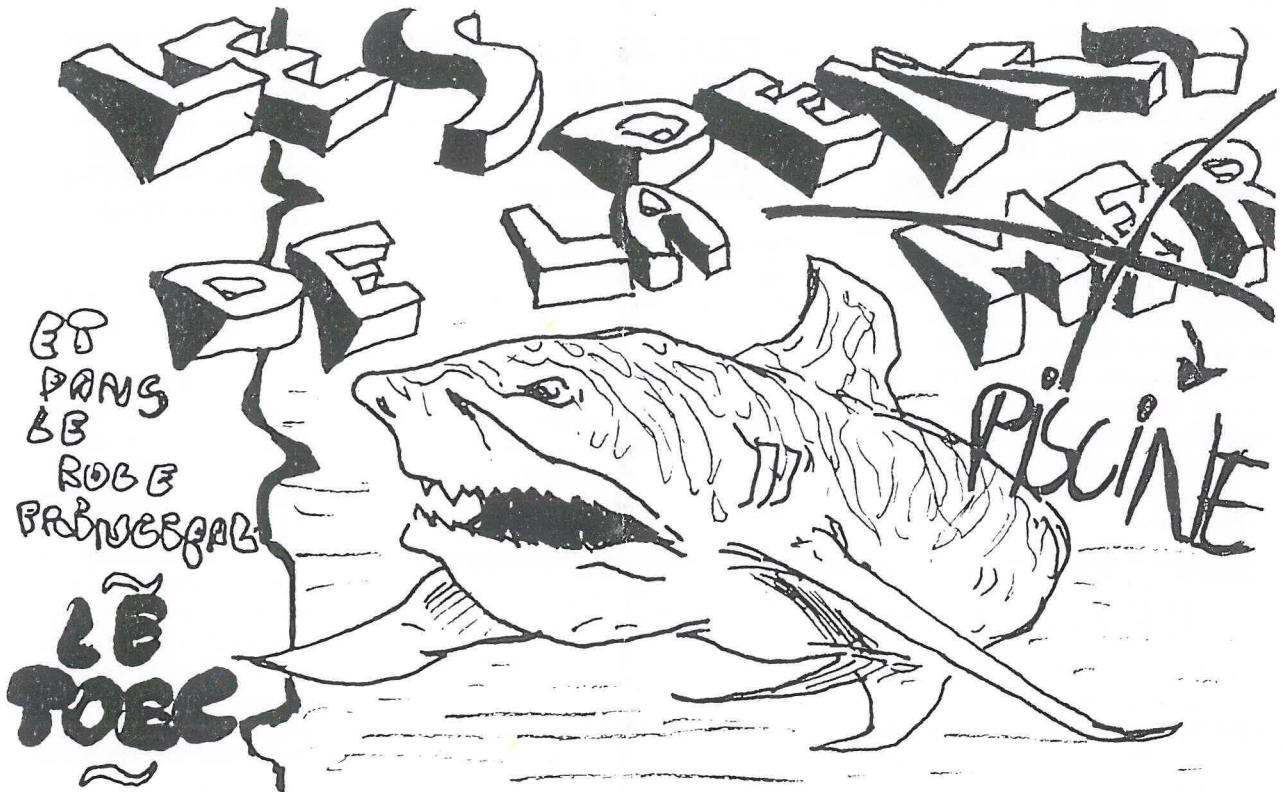
La Lettre du C.D.E.S.

Bulletin du Centre de Documentation et d'Etudes Sociales
C.P.A.P. : 72171 - I.S.S.N. : 1166-3502



OCT 92 * N°21 * 5 F

TOULOUSE :



Il y a de la privatisation dans l'air à la piscine municipale. Et privatiser, on sait ce que cela veut dire : augmenter les tarifs, exclure de fait la majeure partie de la population au seul bénéfice de quelques privilégiés.

La piscine municipale Nakache, poumon vert du centre ville, doit rester ce qu'elle est : un espace d'été, ouvert à tous, sans ségrégation par l'argent.

LE SOLEIL DOIT LUIRE POUR TOUT LE MONDE

(Lire notre article en page trois)

avis à la population

• LITTÉRATURE PRO-LÉTARIENNE : LA REVOLTE AU QUOTIDIEN CAUSERIE, SAMEDI 17 OCT A 17H30 AU CDES DE TOULOUSE.

La littérature prolétarienne (c'est-à-dire écrite par des ouvriers) est habituellement la grande oubliée des manifestations littéraires. Cette année, elle sera à l'honneur. Dans le cadre de "LA FUREUR DE LI-RE" le C.D.E.S. organise en effet une causerie de présentation des oeuvres des principaux auteurs prolétariens : Henry Poulaille, Georges Navel, Louis Guilloux, Ludovic Massé, Panait Istrati ...

• PARTAGE DU TRAVAIL ? DEBAT, JEUDI 10 NOV., 20H30, AU CDES DE TOULOUSE.

Le partage du travail est peut être une solution pour résoudre le chômage. Mais comment le mettre en place, comment l'appliquer, quelles devraient être les mesures d'accompagnement... La notion même de partage du travail n'est elle pas en contradiction avec les règles économiques qui régissent le capitalisme?

Autant de points à débattre le 10 Novembre.

BROCHURES DU C.D.E.S

- **T'AS PAS 100 BALLES ?** Une réflexion sociale à partir de la marginalité. 10 balles la brochure.
- **REPRESSION DE L'ANARCHISME EN RUSSIE.** Réédition d'un texte de 1923, traduit par Voline, 15 Fr.
- **TOULOUSE : LA C.N.T. ET LA GUERRE DU GOLFE.** Fac simile de tracts, d'articles, d'analyses de la CNT publiés pendant la guerre du Golfe. 30 Fr.
- **DE LA PREMIERE INTERNATIONALE A L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.** La présente réédition est enrichie de trois fortes notes complémentaires. (15Fr.).
- **SUEDE : LA SAC ET LE REFORMISME LIBERTAIRE.** Ce texte éclaire un des problèmes cruciaux qui se posent aux libertaires, en France et dans le monde, en analysant comment les militants de la S.A.C., syndicalistes révolutionnaires jusqu'aux années 1950, allaient progressivement s'intégrer dans la société suédoise jusqu'à en devenir les otages. A lire pour éviter de tomber dans le même panneau ! Brochure de 28 pages, couverture cartonnée, 10 francs l'exemplaire.

Les tarifs s'entendent port compris. **Réduction pour les commandes groupées : 20 % à partir de 10 brochures, 40 % à partir de 20 brochures.**

C.D.E.S., MODE D'EMPLOI

Le Centre de Documentation & d'Etudes Sociales de la C.N.T. c'est, ce bulletin, publié tous les deux mois, un lieu de rencontres, de débats, et diverses activités (sorties, bibliothèque...).

• NOTRE ADRESSE :

C.D.E.S. 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• POUR NOUS CONTACTER :

N'hésitez pas à venir aux débats, à passer à la **permanence le samedi de 17 à 19 heures**, à nous **téléphoner : 61 52 86 48 (répondeur)** ou à vous brancher : **code 3614 CHEZ*CNT** (sans points !).

• POUR TOUT VERSEMENT (ABONNEMENT, BROCHURES...):

Utilisez le C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

• TARIF DE L'ABONNEMENT A "LA LETTRE DU C.D.E.S." :

Un an ; abonnement normal : 30 francs.

Un an ; abonnement de soutien : 50 francs et plus.

• CENTRE CULTUREL ESPERANTO

L'Esperanto Kultur Centro qui regroupe les espérantophones de Toulouse se met sur pieds.

Il loge 1 rue Jean AILLET (31000) et propose différents moyens d'apprendre, de pratiquer et de promouvoir la langue internationale : cours, tournées de conférences d'espérantistes étrangers, repasthatche le troisième vendredi de chaque mois, émissions de radio (sur FMR), mobilisation pour l'ouverture d'un débat public par les médias et responsables politiques sur le

problème de la langue internationale

SOUTENEZ LA PRESSE ANARCHO-SYNDICALISTE. ABONNEZ VOUS A "LA LETTRE DU CDES" !

• EXECUTION CAPITALE POUR BLASPHEME

Il y a moins de deux ans, l'occident volait au secours du pétrole du golfe au nom du Droit International, de la Liberté, et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme réunis.

Un saoudien, Sadok Abdel Karim Melallah y a cru, à ces fameux Droits de l'Homme, dont le tout premier est la **liberté de pensée**. Il a déclaré que la religion était un mensonge et les prophètes des faussaires. Ce pourquoi il vient fraîchement d'être décapité par décision de "justice".

On n'a pas entendu les vigoureuses protestations de notre vertueux gouvernement. Peut être ont elles été recouvertes par le bruit des barils ...

Ceux qui ne veulent pas être complices de ce crime légal peuvent se manifester auprès de l'Ambassade d'Arabie, 5 Av. Hoche, 75008 Paris.

• CALENDRIER DE SIA

Le calendrier 94 de Solidarité Internationale Antifasciste sera bientôt disponible. Retenez-le dès aujourd'hui auprès du CDES

DES REQUINS DANS LA PISCINE

Réalisation sociale exemplaire des années trente, la Piscine municipale Nakache reste à ce jour la seule piscine d'été digne de ce nom de toute l'agglomération toulousaine.

En effet, les quelques bassins rachitiques de 50 mètres, coincés dans des ruelles de quartiers, peuvent difficilement prétendre être des lieux de villégiature ! A l'inverse, Nakache, avec ses pelouses, ses tennis, son bassin de 150 mètres, sa patageoire, sa cascade, sa pergola, son bassin olympique, offre une capacité d'accueil de 20 000 personnes (record atteint en 1976) et, en tout cas, un espace de liberté suffisant pour permettre à tous ceux qui ne partent pas en vacance de supporter dans des conditions convenables les étés torrides de notre région.

De juin à septembre, venant de toute la ville et particulièrement des banlieues (Empalot, La Farouette, Bagatelle, Mirail...), ce sont des milliers de personnes qui profitent tranquillement du site, à un prix raisonnable (de 4 à 7 francs environ) : beaucoup de lycéens, des étudiants, des beurs, des blacks, des blancs, mais aussi des retraités, des mères de famille, des RMistes, des chômeurs, des smigards,... tout un public populaire pour lequel il n'existe rien d'autre en ville.

L'ambiance est conviviale. Rares sont d'ailleurs les lieux sociaux où existe un tel brassage, de telles possibilités d'échange, d'intégration entre des populations différentes.

Est-ce justement cela qui gêne ? Toujours est-il qu'un club de natation, le TOEC, est en train de créer une "société de droit privé dont la vocation serait la gestion de la piscine" (*1). Ce TOEC semble avoir convaincu la Mairie de privatiser et de déboursier au préalable une grande partie des 8 202 000 francs de travaux qui permet-

traient de réaliser un "complexe nautique qui rendrait possible l'organisation d'un grand meeting international mais offrirait également une structure d'entraînement pour les nageurs de haut niveau et le Club des Dauphins du TOEC notamment". (*1)

A la piscine, l'affaire ne s'est ébruitée qu'après le 25 août. L'émotion a été aussitôt très vive. A l'incrédulité a rapidement succédé l'indignation. Spontanément, des pétitions ont circulé. Une association de défense est en cours de constitution. Malgré une fin d'été pourrie, elle a recueilli plus de 1 200 signatures d'usagers, réussi à provoquer une enquête dans "La Dépêche", diffusé l'information sur d'autres médias (Canal Sud, La Feuille, Sud Radio...), pris des contacts avec les associations de quartier, ... Elle n'entend pas en rester là. Comment les toulousains accepteraient-ils en effet de se laisser spolier, surtout quand on lit les arguments du TOEC !

Quels sont en effet les arguments avancés dans la presse (*2) ? Ils feraient sourire s'ils n'avaient pas des conséquences aussi pénibles pour l'ensemble de

la population.

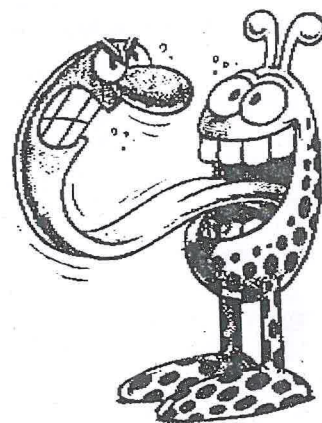
Le premier est le suivant : les Dauphins sont obligés de "tourner" sur quelques piscines d'hiver pour s'entraîner. Quel drame, pire qu'à Sarajevo ! On espère au moins qu'il ne se perdent pas en route !

Quand au deuxième et dernier argument, on croit rêver : "je pense que nous avons droit à une certaine considération" s'écrie le président du TOEC (*2). Et les autres, Monsieur le Président, ils y ont pas droit, à la considération ?

Papy

(*1) Conseil Municipal du 16 IV 92

(*2) Enquête de la Dépêche du 12 X 92



POUR LA PETITE HISTOIRE...

Pour la petite histoire, on retiendra que la piscine Nakache a été construite par la mairie, alors socialiste, en réaction à la piscine privée du TOEC, réservée de fait à une "clientèle choisie" (*1), celle de la "jeunesse privilégiée toulousaine" (*1). La bourgeoisie de l'époque ne s'y était pas trompée, qui dénonça avec force la piscine Nakache comme une "plage de luxe pour le prolétariat" (*1).

Soixante ans après, le TOEC (mais qu'a-t-il fait de sa première piscine ?) veut confisquer la piscine payée par les impôts de tout le monde pour son usage privé. Il demande au Conseil général (socialiste) de passer à la caisse (avec la Mairie et la région) pour lui offrir un "ensemble nautique" digne de ses prétentions.

On attend avec impatience pour savoir si les socialistes d'aujourd'hui (majoritaires au Conseil général) pencheront pour les socialistes d'hier ou pour la bourgeoisie de tous les temps. Alors, on hésite encore, camarades ?

(*1) Citations extraites de "Toulouse 1920-1940", ouvrage publié avec le concours du ... Conseil Général.

POUR UN D'ABOVILLE, COMBIEN DE GALERIENS?

Les athlètes grecs n'avaient pour objectif que de ressembler aux dieux sculpturaux du Mont Olympe. C'est du moins ce que l'on dit.

Au moyen-âge, les serfs pratiquaient des jeux dans lesquels s'exprimait un sentiment plus collectif (de village à village) sans être cependant exempts d'une très forte violence (jeu de soule par exemple).

Les classes dominantes avaient d'autres loisirs (joutes, chasses) dans lesquelles la tenue, l'élégance, l'apparat, la mode - déjà - étaient de mise.

La conquête du pouvoir par la bourgeoisie industrielle du XIX^{ème} siècle, bouleversa tout cela. Le football, le rugby, issus d'anciens jeux de balle, virent leurs règles se figer à cette époque, codifiées par les fils de la bourgeoisie.

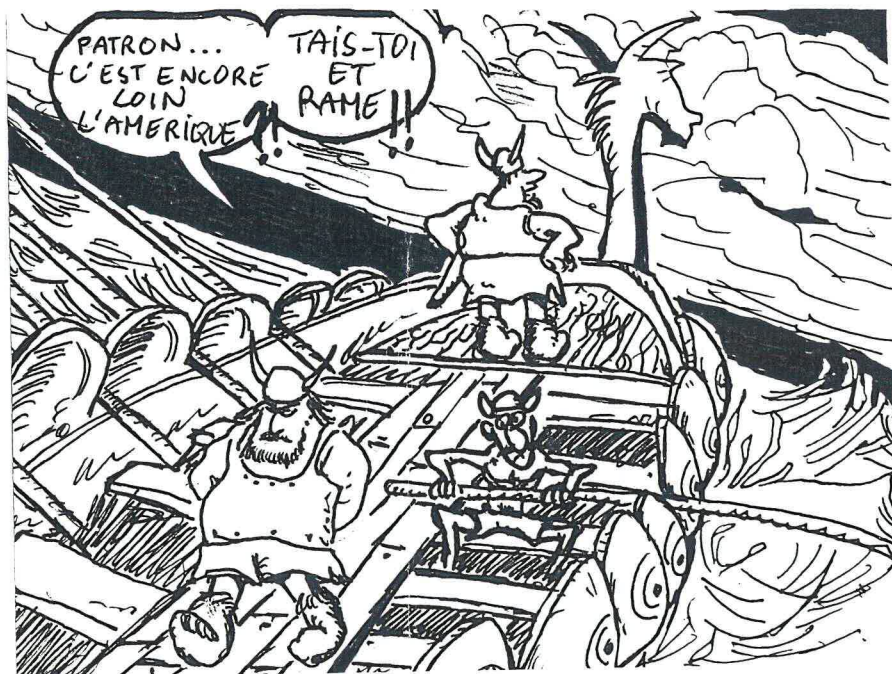
Avec notre fin de siècle, le sport connaît une expansion sociale et économique sans précédent. De la production artisanale d'équipements, on passe à la production en chaîne et de grandes firmes naissent (Rossignol, Adidas...).

La massification du sport était nécessaire pour soutenir cette nouvelle activité économique. Le sport spectacle, le sport événement, devient le fer de lance de ce nouveau secteur économique. Avec la télévision, support publicitaire sans équivalent, l'exploit sportif trouve une répercussion inégalé jusqu'ici. Qu'un Patrick Edlinger se montre sur le

petit écran, et c'est dix mille adeptes de la varappe qui naissent en un jour comme par un coup de baguette magique.

Mais, pour vendre, il faut développer la technicité, la complexité, inventer tout un nouveau discours.

Dès lors, si des marchés se développent, le sportif perd totalement la maîtrise de son activité, même au niveau des mots. La course à pied n'existe plus. Au-



jourd'hui, on fait du footing, du running ou au moins du jogging. Et, pour être crédible, il faut avoir tels baskets et un short de telle marque.

Ne parlons même pas de la finalité. Il ne s'agit plus de jouer, de faire des efforts gratuits, de se distraire, de développer son corps. Tout cela a disparu du sport "d'élite". Les footballeurs de sept ans, les bébé-tennis et les nageuses impubères n'ont plus qu'un droit dans les clubs où on les dresse : rêver de devenir une de ces vedettes pourries par l'argent.

La mythique identification aux dieux de l'Olympe est remplacée par l'identification à des

idoles cathodiques, pas toujours très propres.

La prééminence du sport dit "d'élite" provoque dans la pratique quotidienne, l'effondrement de toutes les valeurs qui pouvaient faire aimer le sport (esprit collectif, ludique, bénévolat, désintéret, dépassement de soi...) au profit d'une mentalité équivoque (course au résultats, aux adhérents, à l'influence...) indispensable dès lors que l'on veut arracher des subventions.

s'attacher des sponsors, se doter d'un matériel de plus en plus coûteux, acheter des vedettes qui -la boucle infernale est ainsi bouclée- feront du résultat et permettront de réclamer de nouvelles subventions...

Le résultat, et surtout les juteux bénéfices qu'encaissent tous ceux qui organisent le spectacle

(médias, sponsors, fabricants d'articles de sport, entreprises de construction...) justifient tout, que ce soient les entraînements abusifs imposés à de jeunes sportifs subjugués par le miroir aux alouettes ou le dopage qui met directement leur santé en péril.

Presque aucun n'accédera à la fausse gloire des projecteurs. Presque tous seront brisés et rejetés. Mais qu'importe : le sport "d'élite" aura fait rentrer de l'argent dans les poches de quelques uns. C'est sa seule -et réelle- justification.

Anita

OU EN EST LE SYNDICALISME ALTERNATIF?

Fatigués de passer plus d'énergie à combattre leurs propres appareils que les patrons, un certain nombre de syndicalismes se rejoignent autour de quelques revues ("Collectif"...) ou créent de nouveaux syndicats (S.U.D., C.A.S....).

Ce mouvement, désigné sous le terme générique de "syndicalisme alternatif" recouvre des réalités diverses, tant les points de vue et les expériences vécues (parfois douloureuses) y sont nombreux.

Cette convergence est riche d'enseignements.

L'un, non des moindres, est de remarquer comment un débat, mettant en avant des idées de démocratie interne, d'indépendance syndicale, d'interprofessionnalisme, de critique des I.R.P. (Institutions Représentatives du Personnel) tourne court, contrecarré par une volonté politique occulte.

Cette volonté voudrait imposer au syndicalisme alternatif, sous le masque d'une pureté syndicaliste formelle, une pauvreté idéologique de fond responsable du conformisme (pour ne pas dire du réformisme) des revendications.

• DU "DOMAINE SYNDICAL" A LA DOMINATION TECHNOCRATIQUE

Officiellement, c'est le souci de massifier, de regrouper et d'unifier les travailleurs qui empêcherait l'élaboration par la base d'un projet de société.

Le souci de ne pas parler de "ce qui divise", de ne pas heurter les gens par des conclusions trop radicales, est constant dans les textes et les discussions du syndicalisme alterna-

ET SURTOUT PAS UN MOT CONTRE
LES REFORMISTES, LES INTEGRISTES,
LES PARTIS POLITIQUES, LES PATRONS
DE GAUCHE LES
TROTSKISTES ...



tif (*1).

Ainsi, on peut lire que "certains domaines échappent au syndicalisme" (*2), cela permet surtout d'évacuer certains problèmes qui, pourtant, nous concernent tous. Parmi ces domaines, sensés échapper au syndicalisme, on trouve par exemple l'intégrisme, tous les problèmes de gestion aussi bien que ceux liés à la consommation, l'organisation du travail...

L'absence de réflexion collective sur ces points d'importance capitale vide le syndicalisme de son sens profond, social et constitue un frein important au développement (souhaité dans le principe) de structures interprofessionnelles (chômeurs / précaires / salariés...). Mais elle favorise surtout une semi-clandestinité des courants d'opinions, permettant à tout militant d'organisation politique d'agir à couvert pour d'une part prendre le contrôle de quelques postes dans les appareils syndicaux (*3) et d'autre part recruter discrètement pour sa chapelle.

C'est la porte ouverte, derrière une unité de façade, aux luttes d'in-

fluence que nous avons déjà connues (à la C.F.D.T. des années 70 par exemple). A moyen terme, après une période d'unité de façade, on sait aussi ce que cela donne : de nouveaux éclatements aux effets désastreux sur les luttes.

L'absence de débat de fond, l'ignorance des buts poursuivis dans laquelle est maintenue l'adhérent de base sont un manquement absolu aux règles démocratiques qui impliquent franchise et information réciproque.

L'absence voulue de cohérence idéologique et de réflexion générale dans un tel mouvement de masse conduit à lui donner un caractère mineur, à le cantonner dans le domaine exclusivement revendicatif. On laisse ainsi se concentrer dans des appareils politiques (partis, courants...), réservées à une minorité plus ou moins occulte, le pouvoir décisionnaire.

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que les revendications elles mêmes, pour novatrices qu'el

• suite en page 6

OU EN EST LE SYNDICALISME ALTERNATIF ?

• suite de la page 5
 les s'affichent, ne soient qu'une resucée de ce que nous avons connu jusqu'à présent. Conçues pour "attirer du monde", elles ne présentent dans le fond aucun caractère révolutionnaire. Loin s'en faut.

• LE TRAITEMENT SYNDICAL DU CHOMAGE

Rechercher dans la redistribution du travail et la création de nouveaux emplois salariés une solution à la crise du travail, c'est se cantonner effectivement dans le domaine du négociable.

En effet, redistribution du travail et néo-salariat financé par les impôts et l'accroissement de la productivité (car les machines sont de plus en plus performantes) sont des solutions raisonnables et satisfaisantes pour les dirigeants politico-économiques.

Depuis un siècle, la durée du temps de travail n'a cessé de diminuer en Occident, de nouveaux emplois (en particulier dans le tertiaire) ont vu le jour. Cela a-t-il résolu le déséquilibre fondamental existant entre le pouvoir du capital et la condition du salarié ?

Au contraire, en protégeant le salariat, en créant un néo-salariat, en laissant le soin à des services centraux (par exemple un "Service Central de l'Emploi" que

réclament certains alternatifs) le soin de gérer l'emploi, d'organiser le processus de travail, on permet la consolidation des hiérarchies patronales, financières et technocratiques au détriment d'une base rendue passive, productrice et consumériste, maintenue volontairement dans une inconscience politique.

Tout le pouvoir de contrôle et de décision échappe une fois de plus au peuple dont les conditions de vie sont à la merci des dirigeants.

En fin de compte, les revendications avancées par les nouveaux syndicalistes, et autres alternatifs, parce qu'elles refusent de prendre en considération l'ensemble du problème, ne font que ménager le patronat. Elles préservent les intérêts en jeu. La stratégie inavouée de ceux qui ont ainsi vidé le syndicalisme de son sens est de s'imposer comme partenaires et non d'être les adversaires de l'exploitation.

• UNE CHOSE EST SURE : LE SYNDICALISME SERA GLOBALISTE, LIBERTAIRE, OU NE SERA PAS.

Si nous ne pouvons que souhaiter l'existence d'une organisation de

masse qui défende activement les intérêts des classes défavorisées, nous pensons en termes de faisabilité et d'intérêt qu'un tel regroupement ne doit pas rester simplement revendicatif, "apolitique" et idéoclaste mais bien, au contraire, que c'est dans ce mouvement, avec les gens qui le composeront demain comme avec ceux qui, dès aujourd'hui, ont commencé à le construire, en particulier à la C.N.T., que doit se forger une conscience collective et un outil idéologique révolutionnaire visant à redonner à l'ensemble des populations la maîtrise de son quotidien et l'aptitude à la construction d'un autre futur.

Nous pensons que l'anarcho-syndicalisme est ce creuset dans lequel, formation, information, revendication, organisation, action, idéologie, forment un tout propre non seulement à remettre en cause les fondements économiques de la société mais aussi à proposer une nouvelle dynamique de la production et des échanges.

La solidarité, l'interprofessionnalisme, la démocratie interne sont effectivement nécessaires à la construction d'un rapport de force véritable mais leur existence même ne peut se concevoir qu'avec l'homogénéité que donne la clarté et la cohérence des buts poursuivis.

Si les syndicalistes alternatifs veulent se joindre à cette démarche (ce que nous ne pouvons que souhaiter), il importe qu'ils ne vident pas le syndicalisme de son contenu en cédant aux sirènes d'un "apolitisme" de mauvais aloi derrière lesquelles se cachent en fait les ... militants politiques, pour ne pas dire politicards.

O.D.F.

(*1) Ainsi, lors des rencontres régionales "syndicalisme et écologie" à laquelle participaient des élus oppositionnels de la C.G.T., des Verts, des rénovateurs du P.C. ...au bout de trois heures de table ronde, pas un mot n'était dit sur le nucléaire !

(*2) Revue "COLLECTIF", Mai 91, n° 12.

(*3) Ces mêmes appareils syndicaux dont on dénonce pourtant le rôle néfaste, par exemple lors des grèves du bassin minier de Carmaux (voir "Collectif", supplément, nov-déc. 91)



CAMPING C.N.T. EN VALLEE D'ASPE

Il y a un an, l'Union locale de Pau proposait l'organisation de la rencontre annuelle d'été sous la forme d'un camping en Vallée d'Aspe, pour montrer que la Confédération Nationale du Travail est partie prenante de luttes importantes pour la vie sociale et écologique. La réussite de luttes écologiques bien menées (Serre de la Fare, le Gijou, Creys Malville) nous montre que les gens ne veulent plus sacrifier leur qualité de vie pour une quantité d'objets qu'on leur dit de consommer. Cela nous avait donné un bon moral et de bons espoirs sur ce combat pyrénéen.

LA C.N.T. VOUDRAIT LUTTER EFFICACEMENT

Après plusieurs contacts, nous avons participé de manière active au "Rassemblement européen" du 30 mai à Bedous. Et ce jour-là, même l'occupation de la route ne fût pas possible alors que nous étions plus de 2000 ! Pas même une petite promenade jusqu'à la "Goutte d'Eau", centre habituel de la résistance. Permission de sortie refusée, na ! Pour des gens qui entravent un chantier aussi important, la détermination ressemblait à une demande de légitimité, voire à une kermesse paroissiale.

Du 1 au 9 août, le camping de la C.N.T. prenait place dans la vallée, à Gorce. De suite, nous avons contacté les responsables des associations locales pour connaître les actions prévues. A la Goutte d'Eau, "Robin des Bois" et des copains allemands attendaient. Nous dûmes nous contenter d'une soirée d'explications avec la compagne d'Eric Petetin (celui-ci étant en prison). Nous fûmes aussi désabusés que ceux de la Goutte d'Eau, qui ont quitté le site au milieu de la semaine, le rassemblement du 15 août étant annulé ! Sans Eric, plus rien ne peut se faire !

Eric est sûrement quelqu'un de très honnête, animant et

croquant en cette lutte. Mais sa verve, son assurance, son enthousiasme en ont fait la cible privilégiée des médias (localement pro-tunnel) et des flics. Une redistribution des tâches et un meilleur partage des responsabilités sont urgents, sinon cette lutte a de fortes chances de manquer de défenseurs.

La multiplication des collectifs est aussi responsable de ce peu de présence. L'intelligence et



le dialogue sur le terrain permettraient de bien meilleures unions. Que l'on soit légaliste ou dur importe peu si chacun assume sa part d'action, sans renier l'autre. Si l'on se bat pour la même cause, nous devons être capables de soutenir toutes les actions qui vont dans le même sens, même si les méthodes de sont pas celles que nous aurions choisies. Il n'y a pas de méthode type pour gagner une lutte.

ET POURTANT CETTE LUTTE DOIT REUSSIR

Si le côté écologique de cette lutte a bien montré la beauté du site, l'aberration économique de ce projet n'a pas été encore assez développée. Cette autoroute coûte cher, relie les métropoles entre elles, au détriment des petites villes et villages, et accélère la désertification des campagnes. Le tourisme, vu depuis une aire de services, c'est un non-sens économique et humain.

Mais, les passages de transit par le Pays Basque tout proche pouvant devenir peu sûrs,

nos dirigeants préfèrent sans doute mettre en concurrence deux zones très voisines plutôt que de résoudre humainement et politiquement le problème basque.

Avec les sommes d'argent dépensées pour ce projet néfaste, les solutions alternatives (train, tourisme populaire et écologique, etc...) devraient pouvoir faire vivre tous les gens de la vallée à un salaire correct pendant fort longtemps. Maintenir le travail dans un site agréable au lieu de gaspiller énormément de moyens pendant le court laps de temps de la construction de l'autoroute, voilà l'intérêt de tous. Malheureusement, seules les grosses factures des entreprises de travaux "publics" remplissent les caisses des partis. Seuls les gros portefeuilles ont des intérêts là-dedans. Notre premier but dans cette lutte n'est pas que de sauver les ours, mais aussi d'aider les hommes à vivre mieux.

Cette lutte s'est heurtée à un autre défaut : celui de la recherche de la crédibilité à tout prix, non pas par une union sur un objectif clair, bien défini et à maintenir bien en vue, mais par une union de type cartel, où la C.G.T. s'est donnée le beau rôle. Comme la C.G.T. est plus implantée à la S.N.C.F. que chez les routiers, cette lutte lui permet de se redorer (reverdir faudrait-il dire) le blason, du moins en paroles, car la détermination cégétiste est bien faible, et, sur un tel sujet, quand on veut aussi peu agir, cela devient un frein.

Il faut convaincre tous les habitants, du berger au maçon, en passant par le petit commerçant, qu'empêcher la réalisation de cette idiotie est leur intérêt non seulement sur le plan économique mais encore pour une vie meilleure, pour eux et leurs enfants. Cela n'a pas de prix. Alors, unissons-nous, et à bientôt sur le terrain.

LES DINDONS DE LA FARCE

Tous les chauffeurs routiers sont-ils des cons, des salopards et des pourris ? A en croire une certaine presse -y compris d'extrême gauche- cela ne ferait pas l'ombre d'un doute !

La situation est à la fois plus simple et plus complexe : face à quelques gros patrons et aux très nombreux artisans, il y a des salariés, qui, s'ils ont du mal à s'organiser et à formuler leurs véritables revendications ont bien conscience d'être les dindons de la farce. Et, pour certains d'entre eux, il est temps que cela cesse. Nous avons rencontré un de ceux-là.

• En juillet dernier, les routiers ont paralysé tout le pays. Comment le mouvement est-il apparu ?

- L'affaire du permis à point a fait éclater un mécontentement très fort et très ancien. C'est pourquoi d'autres revendications se sont greffées immédiatement là dessus.

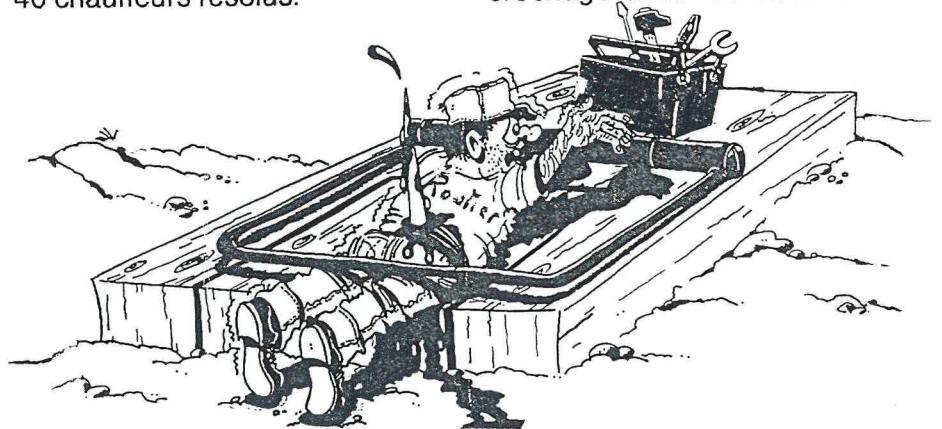
• Ou étais-tu à ce moment, comment ça s'est passé pour toi ?

- Les choses sont allées très vite. Moi, j'étais à une vingtaine de kilomètres de Bordeaux. Il y a eu un ralentissement spontané puis carrément un arrêt à La Bouheyre. Tous les chauffeurs se sont mis à discuter pendant la nuit. Au matin, avec un certain nombre de gars, on a décidé de rester sur les lieux pour faire un barrage et continuer à discuter. On a commencé aussitôt à contacter les autres barrages et très rapidement, les problèmes de conditions de travail ont été abordés par tout le monde. On a rédigé un cahier de revendications.

• Est-ce que les revendications étaient claires pour tout le monde ?

- C'est pas aussi facile que ça, par exemple, jamais les chauffeurs ne sont allés jusqu'à la remise en cause directe des patrons. Il faut dire qu'en majorité, on travaille dans de petites boîtes, une dizaine de salariés au maximum. Tous les chauffeurs

voulaient agir, mais beaucoup ne voulaient pas être répréhensibles vis-à-vis de leur patron. Les routiers sont très grande gueule, mais quand il s'est agi de frapper fort et de bloquer Bordeaux, la majorité s'est défilée. A La Bouheyre, au début, on faisait 7 km de bouchon, au bout de 6 jours, il restait à peine 40 chauffeurs résolus.



• On a beaucoup entendu parler de "coordination", qu'est-ce que tu en penses ?

- La coordination des routiers, ça reste un mot; il y a surtout des gens qui veulent faire parler d'eux sans représenter la cause des chauffeurs. Tarzan n'est qu'un exemple parmi d'autres. La télé n'a fait qu'amplifier ce phénomène en leur donnant systématiquement la parole et en présentant le routier de base en négatif. Par exemple, quand ils sont venus dans notre barrage, ils ont filmé de tout : des discussions, des prises de position individuelles... Le soir, ils n'ont

montré que des gars en train de boire un coup.

• La population ne vous a pas beaucoup soutenu...

Et c'est dommage. Il y a pas mal de routiers qui regrettent que la population ne soit pas allée discuter avec eux. Beaucoup de routiers étaient prêts à ouvrir les frigos pour les gens des cités par exemple. De toutes façons, le chargement allait être perdu, alors... A La Bouheyre, on a essayé de voir du côté des paysans du coin, on avait idée qu'ils pouvaient se solidariser, mais ça a été sans aboutissement.

• Comment ça se passe maintenant ?

- Dans les boîtes, ça coince. Les patrons font la gueule et parlent sans arrêt de "la perte de leurs bénéfiques". Il y a beaucoup d'accrochage avec les salariés. Le

seul point positif, c'est que les délais de livraison sont un peu moins rigides qu'avant car aucun patron ne prend la responsabilité d'être impératif par écrit.

• Le mouvement risque de repartir ?

- Il y a un écoeurement des routiers les plus combattifs. Il nous manque une véritable organisation qui structure le mouvement et lui donne un sens. Les seules organisation qui existent actuellement sont celles des petits patrons routiers-artisans. Et nous n'avons pas les mêmes intérêts...